

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY
ud54-55.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Nancy, le 9 septembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 29/07/2025

Contexte et constats

Publié sur 

EST ARGENT
3285 route de Villey Saint Etienne
54200 Toul

Références : 2025_0952
Code AIOT : 0006200615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement EST ARGENT implanté 3285 route de Villey Saint Etienne 54200 Toul.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EST ARGENT
- 3285 route de Villey Saint Etienne 54200 Toul
- Code AIOT : 0006200615 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Installation de collecte puis massification de déchets dangereux produits par les garagistes, en particulier huiles et batteries.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.4	
2	rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.4	
3	rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.5	

4	justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	
5	eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.6	
6	autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	
7	contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	
8	protection incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	
9	protection incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	
10	protection incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.1.6	
11	protection incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.1.3	
12	tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non conformités particulières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.4

Thème(s) : Actions régionales - traitement des rejets

Prescription contrôlée :

[...] Les débourbeurs et déshuileurs seront entretenus régulièrement et au minimum deux fois par an. [...]

Constats :

Les eaux pluviales font l'objet d'un traitement par un débourbeur-déshuileur avant leur rejet. L'exploitant a présenté des éléments attestant de l'entretien de ces équipements de traitement, en particulier les bons d'intervention relatifs au curage et à la maintenance des équipements et les bons de suivi des déchets générés par ces interventions, qui ont eu cours en 2024 et 2025.

La prescription est respectée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.4

Thème(s) : Actions régionales - traitement des rejets

Prescription contrôlée :

[...] Le milieu naturel est constitué d'une fossé de drainage existant se terminant dans une zone semi marécageuse.

Constats :

Les eaux pluviales auparavant rejetés dans un fossé à l'extérieur du site font désormais l'objet d'une prise en charge dans le réseau d'assainissement de la collectivité des terres toulouses.

Respect de la prescription : Prescription inadaptée

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.5

Thème(s) : Actions régionales - suivi de la qualité

Prescription contrôlée :

Les rejets dans le milieu naturel devront respecter les critères suivant :

> DCO : 150 mgO₂/L

> HCT < 5 mg/L

> pH : compris entre 5 et 9

Les rejets seront contrôlés semestriellement en période de pluie.

Constats :

Les rapports d'analyse des rejets d'eau pluviales présentés par l'exploitant au titre des exercices 2023 et 2024 s'appuient chacun sur deux prélèvements, l'un en fin hiver et l'autre en automne.

Les bulletins joints aux rapports d'analyse des rejets d'eau pluviales produit pour les exercices 2023, 2024 et 2025 (analyse du 27/02/2025) font état de la conformité de la qualité des rejets aux regard de la prescription, à l'exception du paramètre DCO, lequel a connu deux dépassements de la VLE. Ces dépassement ont été mesurés sur les prélèvements du 15/03/2023 et du 29/10/2024.

Les mesures mises en œuvre suite à ces dépassements font l'objet du point de contrôle suivant.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Actions régionales - dépassements

Prescription contrôlée :

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.

L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.

Constats :

Les dépassements en DCO déclarés au titre des prélèvements du 15/03/2023 et du 29/10/2024 ont fait l'objet d'une identification des causes par l'exploitant, ainsi que de mesures correctives. Les mesures correctives suivantes ont été mise en œuvre :

> doublement de la fréquence de nettoyage des équipements de traitement depuis 2023 (nettoyage du séparateur à hydrocarbures 4 fois par an, au lieu de 2 fois) ;

> mise en œuvre de moyens pour garantir la circulation des effluents dans le séparateur à hydrocarbures depuis 2024.

Si la prescription est respectée, en ce que l'exploitant a mis en œuvre un programme d'actions correctives pour palier aux dépassements constatés, il ressort des éléments produits par ce dernier que la fréquence de nettoyage n'a véritablement été doublée qu'en 2023 et un dépassement de la VLE a encore été constaté au 2e semestre 2024. Pour exemple en 2025, seulement un nettoyage avait été effectué au cours des huit premiers mois de l'année.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de s'assurer de la pérennité des mesures correctives qu'il est amené à mettre en œuvre ou de s'assurer que leur arrêt n'est pas de nature à conduire de nouveau à des dépassements.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.6

Thème(s) : Actions régionales - surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Un piézomètre sera installé sur le site en aval hydraulique de l'unité.

Un contrôle sur les HCT sera effectué avec la même fréquence que les rejets des débourbeurs - déshuileurs [à savoir semestrielle].

Constats :

L'exploitant a présenté le bilan du suivi des eaux souterraines qu'il met en œuvre au sein de son installation. Le bilan présenté au titre des exercices 2022, 2023 et 2024, s'attache au suivi des paramètres suivants :

> HCT,

> indice phénols.

La dernière analyse de la qualité des eaux souterraines a été conduite sur un prélèvement du 27/02/2025, sur les 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval) constituant le réseau de surveillance de l'installation.

L'exploitant a présenté un bilan de l'analyse de la qualité des eaux souterraines qui s'appuie sur l'analyse de prélèvements semestriels.

La prescription est respectée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 6 : autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Actions régionales - GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans les dits arrêtés dès lors que les dites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

L'installation dispose d'un cadre d'autosurveillance dans l'outil GIDAF, constitué d'un point de rejet pour les eaux superficielles, qui correspond au point de rejet des eaux pluviales et de 3 points de surveillance pour le suivi des eaux souterraines, correspondant aux 3 piézomètres implantés sur le site.

L'exploitant fait usage de son cadre d'autosurveillance, il saisit régulièrement ces résultats.

La prescription est respectée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

Thème(s) : Actions régionales - autosurveillance recalage

Prescription contrôlée :

[...]

S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.

Constats :

L'autosurveillance à laquelle est tenu l'exploitant comporte au moins une mesure annuelle (qualité des eaux pluviales rejetées), aussi l'installation est-elle visée par le contrôle de recalage. Néanmoins, les prélèvements ainsi que leur analyse sont confiés à un laboratoire accrédité. Aussi l'installation n'est-elle pas concernée par le contrôle de recalage.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 8 : protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels - exercice de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Maîtrise des sinistres [...]

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Constats :

L'exploitant a présenté le compte rendu du dernier exercice de défense contre l'incendie qui a eu lieu le 24/01/2024. Il a également présenté le compte rendu du dernier exercice d'évacuation qui a eu lieu le 02/12/2024. Au cours de ces exercices, la pompe de relevage n'a pas été mise en route. Le fonctionnement de cette dernière est asservie à la montée en charge du réseau de collecte des eaux pluviales de l'établissement, aussi la vérification du fonctionnement de cet équipement au cours d'un exercice appelle t-elle la mise en œuvre d'eau au cours de ce dernier.

Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les exercices qu'il exécute appellent la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de protection contre l'incendie disponibles en cas de sinistre (alerte, extinction, cantonnement, confinement des pollutions...), en particulier le fonctionnement de la pompe de relevage, constituant un équipement nouveau est à vérifier dans le cadre d'un futur exercice.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 9 : protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels - moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...].

Constats :

L'exploitant a présenté les comptes rendus de vérification des moyens de lutte suivants :

- > extincteurs rapport CHUBB 12/02/2025 ;
- > maintenance pompe de relevage rapport PSL 26/02/2025 ;
- > centrale détection incendie rapport CHUBB 01/07/2025.

Le contenu des documents n'appelle pas la mise en œuvre de mesure corrective particulière.

La prescription est respectée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 10 : protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.1.6

Thème(s) : Risques accidentels - confinement des eaux des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction et le volume d'eau généré par les intempéries sur la plateforme de l'installation, sont confinées sur le site, en particulier par l'équipement de chacun des points de rejets d'une vanne d'isolement et d'une capacité de confinement sur site.

L'installation dispose d'une capacité de confinement, libre en permanence d'au moins 160 m³.

Les eaux d'extinction susceptibles d'être générées par un incendie ne sont pas confinées sur les zones de circulation du site, qui demeurent libres de ces eaux en toutes circonstances. Le dispositif de mise en rétention du site en cas d'incendie est asservie à la détection incendie.

En cas d'utilisation d'un dispositif de rétention aérien, tous les moyens sont mis en œuvre pour garantir un pompage en toutes circonstances des eaux d'extinction avec notamment un pompage principal et un pompage de secours.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'une rétention aérienne d'une capacité de 200 m³ (bâche souple), associée à deux pompes de relevage (dont une pompe de secours). Ces équipements bénéficient par ailleurs d'un raccordement à un groupe électrogène de secours.

Cette rétention aérienne a vocation à recueillir les eaux d'extinctions collectées sur le site en cas de sinistre et à garantir la circulation et la manœuvre des services des secours au sec.

Le déclenchement automatique de la pompe de relevage et le remplissage de la rétention aérienne a été constaté par l'exploitant le 12/06/2024, lorsqu'une benne remplie de liquide s'est accidentellement déversée sur le site.

La prescription est respectée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 11 : protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 6.1.3

Thème(s) : Risques accidentels - Dispositions constructives et comportement au feu

Prescription contrôlée :

Dispositions constructives et comportement au feu

Les dispositions nécessaires sont prises afin qu'en cas de sinistre les flux thermiques supérieurs ou égaux à 3 kW/m² soient contenus à l'intérieur des limites de propriété.

En particulier, le hangar de stockage dispose de murs coupe-feu REI 120 jusqu'à la hauteur de la charpente métallique et le stockage des liquides inflammable est regroupé au centre de ce bâtiment. [...]

Constats :

L'inspection a constaté la modification du hangar de stockage vis-à-vis de sa configuration de 2023 par l'élévation du mur coupe feu jusqu'à la charpente métallique, ainsi que le regroupement des liquides inflammables tel que prescrit.

La prescription est respectée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 12 : tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11

Thème(s) : Risques accidentels - tri des DEEE contenant des batteries

Prescription contrôlée :

[...] Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.

Constats :

L'exploitant n'est pas concerné par la collecte directe de batterie au lithium, ni de D3E, pour autant il peut être amené à manipuler ces déchets dans le cadre du tri et du regroupement des déchets dont il assure la collecte, en particulier lorsqu'il collecte des batteries de véhicules.

L'exploitant dispose de contenants spécifiques pour isoler les batteries au lithium que ces opérateurs peuvent rencontrer.

L'exploitant a présenté la procédure qu'il a formalisé quant à la prise en charge de ces batteries spécifiques, et qui n'appelle pas de remarques particulières de l'inspection.

La prescription est respectée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

